

**Jean-François DUPRÉ**

**Docteur en droit**

**Lauréat de la Faculté de droit de Paris**

**Avocat**

# **LA TRANSACTION**

## **en matière pénale**

**Lettre-préface**

**du Président Edgar FAURE**

**LIBRAIRIES TECHNIQUES**

**Libraire de la Cour de cassation**

**27, place Dauphine - 75001 PARIS**

# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LETTRE-PRÉFACE .....	VII
INTRODUCTION .....	1

## TITRE I

### LE DOMAINE DE LA TRANSACTION

<b>Chapitre I. — Les matières permettant la transaction .....</b>	<b>7</b>
SECTION I. — Matières relevant du patrimoine et du monopole de l'Etat .....	7
§ 1. — <i>Les impôts</i> .....	8
A. — La possibilité de transaction existe en toute matière fiscale .....	8
1° Historique .....	8
2° Extension de la possibilité de transiger pour l'ensemble des impôts .....	9
B. — Le problème des remises et modérations : la transaction avant et après jugement .....	11
1° Les textes et les règlements administratifs. ....	11
2° Critique .....	13
§ 2. — <i>Les douanes</i> .....	15
A. — Historique .....	15
B. — Les infractions douanières pour lesquelles la transaction est possible .....	15
1° L'ensemble de la matière douanière peut recevoir l'application de la transaction .....	15
2° La transaction doit être distinguée des soumissions contentieuses .....	17
§ 3. — <i>Les matières forestières, de chasse et de pêche.</i> ....	17
A. — La forêt .....	18
1° L'ancienneté de la transaction en matière forestière .....	18

	Pages
2° L'ampleur de la transaction en matière forestière .....	19
B. — La chasse .....	20
1° Historique .....	20
2° Actuellement, il y a possibilité de transaction pour les délits de chasse commis dans les forêts soumises au régime forestier avant et après jugement .....	21
C. — La pêche .....	22
§ 4. — <i>Postes et télécommunications</i> .....	23
§ 5. — <i>Radiodiffusion-Télévision</i> .....	25
SECTION II. — Les matières économiques .....	26
§ 1. — <i>Les infractions économiques ordinaires</i> .....	26
A. — La possibilité de transaction existe pour l'ensemble des infractions économiques .....	26
B. — Extension du bénéfice de la transaction .....	27
§ 2. — <i>Les ententes</i> .....	28
<b>Chapitre II. — Les infractions pour lesquelles la transaction est possible</b> .....	<b>31</b>
SECTION I. — Exclusion de certaines infractions appartenant aux matières transactionnelles .....	31
§ 1. — <i>Les exclusions générales</i> .....	31
A. — Infractions de droit commun .....	31
B. — Contributions .....	32
C. — En matière d'infractions économiques .....	32
§ 2. — <i>Les exclusions particulières</i> .....	33
A. — En matière fiscale .....	33
1° Les dispositions fiscales, sans qu'il soit fait état de motifs précis, prévoient de nombreuses exclusions .....	33
2° La transaction est exclue pour les infractions concernant les jeux de hasard dans les cercles .....	34
3° Les infractions sur les boissons .....	35
B. — Autres matières transactionnelles .....	35
SECTION II. — Infractions de droit commun connexes à des infractions susceptibles de transaction .....	36
§ 1. — <i>En matière fiscale</i> .....	36
A. — Depuis longtemps, elles font l'objet de décisions légales réglementaires ou de jurisprudence .....	36

B. — La jurisprudence est restée très ferme sur l'interdiction de transiger pour les infractions pénales connexes .....	37
C. — Les circulaires fiscales .....	39
§ 2. — <i>En matière de douanes</i> .....	39
§ 3. — <i>En matière forestière, de chasse ou de pêche</i> .....	40
§ 4. — <i>En matière postale</i> .....	40
§ 5. — <i>En matière économique</i> .....	41
SECTION III. — Les infractions mixtes .....	42
§ 1. — <i>Aperçu théorique</i> .....	42
A. — Les différentes hypothèses .....	42
B. — Principe d'indépendance de chaque infraction mixte, au regard de la transaction et de la poursuite .....	42
§ 2. — <i>Exemple pratique d'infractions mixtes</i> .....	44
<b>Chapitre III. — L'objet de la transaction</b> .....	47
SECTION I. — L'exclusion de la transaction pour le droit principal .....	47
§ 1. — <i>Le préjudice est déterminé</i> .....	47
A. — Le principe et sa portée .....	47
B. — Les limites au principe .....	48
§ 2. — <i>Le préjudice est indéterminé et éventuel</i> .....	50
A. — Les matières forestières, de chasse et de pêche .....	50
B. — Les matières économiques ordinaires .....	50
C. — Les ententes .....	53
SECTION II. — L'application de la transaction aux pénalités .....	54
§ 1. — <i>Les peines pécuniaires</i> .....	54
§ 2. — <i>Les peines d'emprisonnement</i> .....	55
A. — La transaction avant jugement .....	55
B. — La transaction après jugement .....	56
§ 3. — <i>Les peines privatives de droits</i> .....	56

## TITRE II

## LA PROCEDURE DE LA TRANSACTION

<b>Chapitre I. — Les parties intervenant à la transaction</b> .....	61
SECTION I. — L'administration .....	61
§ 1. — <i>Les impôts</i> .....	63

	Pages
A. — Les fonctionnaires titulaires du pouvoir de transaction .....	63
1° Les textes applicables .....	63
2° L'application aux différentes matières fiscales .	64
B. — Délégation du pouvoir de transaction .....	68
1° Les fonctionnaires délégataires du pouvoir de transaction .....	69
2° Les limites du pouvoir de délégation .....	69
§ 2. — <i>Les douanes</i> .....	70
A. — Les douanes proprement dites .....	70
B. — Les changes .....	71
§ 3. — <i>Les forêts, la chasse, la pêche</i> .....	72
A. — Réforme de 1966 .....	72
B. — Après la réforme de 1966 .....	74
1° Les forêts et la chasse .....	74
2° La pêche .....	75
3° Les infractions en matière de pêche fluviale sur les canaux, de chasse sur les cours d'eau, ainsi que la pêche maritime, jouissent d'un régime particulier et ancien .....	76
C. — Pêche côtière et pêche maritime .....	77
§ 4. — <i>Les postes et télécommunications, la radiodiffusion-télévision française</i> .....	78
§ 5. — <i>Les infractions économiques</i> .....	78
A. — Infractions économiques normales .....	78
B. — Les ententes .....	78
SECTION II. — Les personnes admises à transiger avec l'administration .....	79
§ 1. — <i>La liste des personnes admises à transiger</i> .....	79
A. — Les délinquants .....	80
B. — Les propriétaires .....	81
C. — Les personnes civilement responsables .....	82
D. — Les cautions .....	82
§ 2. — <i>La capacité nécessaire pour transiger</i> .....	83
A. — Le transigeant .....	83
B. — Le mandataire .....	84
1° Le mandataire conventionnel .....	84
2° Le mandataire légal .....	84

	Pages
<b>Chapitre II. — Les formalités de la transaction</b> .....	86
SECTION I. — La procédure préalable .....	86
§ 1. — <i>Les impôts</i> .....	86
A. — La demande .....	87
1° Le destinataire .....	87
2° Le délai d'introduction .....	87
3° La forme de la demande .....	88
B. — La préparation à la transaction .....	89
1° Les fonctionnaires et services chargés de l'instruction .....	89
2° Objet de l'instruction .....	90
3° Examen par le directeur départemental .....	93
4° Conditions mises à l'octroi de la transaction ..	95
§ 2. — <i>Les douanes</i> .....	97
A. — La soumission contentieuse .....	97
B. — La transaction provisoire .....	98
C. — La transaction définitive .....	98
§ 3. — <i>Les matières forestières, de chasse et de pêche</i> ..	100
A. — La forêt et la chasse .....	100
B. — La pêche .....	100
§ 4. — <i>Postes</i> .....	105
§ 5. — <i>Les infractions économiques</i> .....	107
A. — Les infractions économiques ordinaires .....	107
1° Les autorités judiciaires qui peuvent renvoyer le dossier pour transaction .....	108
2° Les suites du renvoi du dossier à l'Administration .....	111
3° La procédure particulière aux matières industrielles et énergétiques .....	112
B. — Les ententes .....	114
1° Domaine d'application de la procédure .....	114
2° La procédure .....	115
3° Rapports avec l'autorité judiciaire .....	116
SECTION II. — L'acceptation de la transaction. L'acte transactionnel .....	118
<b>Chapitre III. — Les incidents</b> .....	120
SECTION I. — Les voies de recours .....	120
§ 1. — <i>Le recours hiérarchique</i> .....	121

	Pages
A. — Les impôts .....	121
1° Le recours interne .....	121
2° Le recours hiérarchique proprement dit .....	122
B. — Les douanes .....	123
1° Présentation et instruction du recours .....	123
2° Objet du recours .....	123
3° Effet suspensif du recours .....	123
4° La suite donnée au recours .....	124
§ 2. — <i>Le recours administratif pour excès de pouvoir</i> ...	124
A. — Principe du recours pour excès de pouvoir ...	126
B. — Pouvoir de contrôle de la juridiction administrative .....	131
§ 3. — <i>Le recours judiciaire</i> .....	133
SECTION II. — Les nullités .....	134
§ 1. — <i>Les causes de nullité</i> .....	134
§ 2. — <i>Mise en œuvre de la nullité</i> .....	138
A. — La juridiction compétente pour connaître de la nullité .....	138
B. — Les effets .....	139
<b>Chapitre IV. — Les effets de la transaction</b> .....	141
SECTION I. — Effets de la procédure de transaction .....	141
§ 1. — <i>L'interruption de la prescription</i> .....	142
A. — Les positions anciennes favorables à l'interruption de la prescription .....	142
1° La jurisprudence .....	142
2° La doctrine .....	143
B. — La position actuelle .....	144
§ 2. — <i>Effets de la procédure de transaction sur les poursuites</i> .....	146
SECTION II. — Les effets de la transaction définitive .....	147
§ 1. — <i>Les effets de la transaction à l'égard des parties</i> ..	148
A. — Effet extinctif .....	148
1° Effet de la transaction avant jugement .....	148
2° Effet de la transaction après jugement .....	155
B. — Effet translatif .....	155
§ 2. — <i>Les effets de la transaction à l'égard des tiers</i> ...	155
A. — La transaction ne peut pas profiter aux tiers ..	155

	Pages
1° Les coauteurs et complices .....	155
2° Cas des cautions et civilement responsables du contrevenant .....	160
B. — La transaction ne peut pas nuire aux tiers.....	160

### TITRE III

#### LA NATURE JURIDIQUE DE LA TRANSACTION

<b>Chapitre I. — Les théories émises sur la nature juridique de la transaction .....</b>	<b>163</b>
SECTION I. — La théorie libérale .....	163
SECTION II. — La théorie pénaliste .....	166
SECTION III. — Les théories intermédiaires .....	168
 <b>Chapitre II. — Essai d'une théorie d'ensemble sur la nature juridique de la transaction .....</b>	 <b>171</b>
SECTION I. — La transaction pénale est différente de la transaction civile .....	171
§ 1. — <i>Les différences portant sur le litige</i> .....	173
A. — La définition du litige .....	173
B. — L'objet du litige .....	174
§ 2. — <i>Les différences portant sur l'intention des parties</i> ..	175
§ 3. — <i>Les différences portant sur les concessions réciproques</i> .....	176
SECTION II. — Le caractère répressif de la transaction .....	178
§ 1. — <i>La transaction n'est pas une sanction pénale</i> .....	178
A. — Les caractères généraux de la peine ne se retrouvent pas dans la transaction .....	178
B. — La transaction est distincte de la peine attachée à l'infraction .....	179
1° La transaction n'est pas la peine sanctionnant l'infraction en cause .....	179
2° La transaction ne résulte pas de la procédure pénale mais de la procédure administrative ..	180
§ 2. — <i>La transaction se présente néanmoins avec un caractère répressif</i> .....	182
SECTION III. — La transaction, le contrat d'adhésion et le contrat administratif .....	183

	Pages
§ 1. — <i>La transaction et le contrat d'adhésion</i> .....	184
§ 2. — <i>La transaction et le contrat administratif</i> .....	185
A. — Les caractères du contrat administratif .....	186
1° Participation de la personne publique .....	186
2° L'activité du service public .....	186
3° Les procédés du droit public .....	187
B. — Les incidents et les effets .....	189
1° Les incidents .....	190
2° Les effets .....	191
<b>CONCLUSION</b> .....	195
<b>ANNEXES ET FORMULES</b> .....	197
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	239

ACHEVÉ D'IMPRIMER A CAHORS (LOT)

SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE

TARDY-QUERCY-AUVERGNE

60.544. — Dépôt légal : II-1977